



Grande conférence Débat

CRISES ET FASCISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Exemple de la guerre d'Espagne et
de la fascisation en cours

JEUDI 30 NOVEMBRE 2023 A 17 H

**Bourse du travail
avenue de l'Amiral Collet Toulon (Grande Salle)**

SOMMAIRE

Page 2 :

Nos mémoires vivantes:

Paul Berni

Page 3 :

Edito : Une rentrée combative ...et studieuse
(Yves Pellegrino)

Pages 4, 5, 6

11 Septembre 1973, il y a 50
ans la nuit s'abat sur le Chili

(Alain Henckel)

Page 6 :

Angéla Devis,

ils ont osé

(Alain Henckel)

Page 7 :

Crises et fascisme d'hier
et d'aujourd'hui

(André Prone)

Page 8 :

les vidéos de l'IHS et les
publications de notre institut

NOS MEMOIRES VIVANTES : PAUL BERNI

LMV : Quelle a été ton entrée dans le monde du travail ?

Je suis né en 1947 à Toulon ; je suis un pur toulonnais !

Rentré très tôt à l'école d'apprentissage DCAN à l'arsenal en pour sortir 3 ans après, et en septembre 1961 je rentre à l'Arsenal à 16 ans et 10 mois en octobre comme ouvrier .

De 1963 à 1966 je suis adhérent au jeunesse communiste et puis au PCF

Mon adhésion à la CGT se fait en janvier 1966 ce qui fait aujourd'hui 57 ans

La première responsabilité que m'ont confié les camarades était celle de trésorier de la section syndicale un an après mon adhésion.

Début de 1965 c'est la coupure, je pars au service militaire pour revenir 16 mois plus tard en septembre 68 ainsi je n'ai pas pu participer à ce grand moment de lutte de mai 68

je suis revenu en septembre 68 à l'atelier ou j'ai repris mes responsabilités syndicales comme trésorier.

Dans le début des années 70 les directions commencent à opérer à de nombreuses modifications dans l'organisation du travail, regroupement, déjà des restructurations et autant de lutte et de journée de grève contre des remises en cause de conquis

En 71 je suis responsable de ma section syndicale et membre de la commission exécutive du syndicat de l'Arsenal .

LMV : Tes responsabilités dans l'entreprise t'emmène à militer dans la localité dans l'activité interprofessionnelle ?

En effet dans le même temps je monte à l'union locale de Toulon sans détachement. c'était en dehors du temps de travail et après le boulot et aussi le samedi matin.

En 1976/ 77 j'ai un nouveau mandat à la commission exécutive de L'union locale de Toulon. Au bout d'un certain temps les deux Camarades dirigeants de l'UL d'abord Marie Thérèse Racon et ensuite Christophe Gentile sont frappés par la maladie et hélas contraints, ils quittent leur fonction. Face à cette nouvelle situation d'une UL affaiblie par le départ de nos 2 camarades. je me retrouve premier responsable l'UL alors que rien ne le prévoyait. Cette activité où se retrouvent toutes les corporations me renvoi à de nouvelles expériences de la lutte syndicale dans les différents secteurs de l'industrie et des services du privé ou après plusieurs mandats, je laisserai avec mes camarades la place à la génération montante avec notamment Patrice Moulun.



Paul Berni

qui dirige aujourd'hui l'Union Locale de Toulon. Fin des années 90 et début des années 2000, je suis élu à la commission exécutive de l'union départementale avec Alain Bolla puis Sylvain Brossaud comme secrétaires généraux

LMV : Quels sont les événements qui t-on le plus marqué durant ces années de militantisme ?

Avec mes camarades d'atelier, mes camarades syndiqués je n'ai jamais raté une lutte, un journée de grève, une manif pour faire reculer la direction sur ses mauvais coups et imposer nos revendications

Mais la lutte la plus dure, la plus longue, la plus massive fut celle de 1998 à l'Arsenal; étalée sur 3 mois elle duré 42 jours (1) L'engagement de centaines de syndiqués a été totale; mon engagement a eu des traces sur ma santé puisqu'à l'issue de cette grève j'ai été hospitalisé durant 40 jours .

Les années 90 , c'est l'époque ou le gouvernement s'attaque frontalement au service public et plus particulièrement à l'industrie de l'armement et met en place les départs anticipés à la retraite

Dans ces conditions en 1999 j'ai 52 ans je fais valoir mes droits à la retraite

Depuis 2002 jusqu'à ce jour je suis au secrétariat de l'USR



(1) voir

Pour les retardataires
pensez à régler votre cotisation

EDITO : POUR UNE RENTRÉE COMBATIVE ET ... STUDIEUSE

Cette rentrée est caractérisée par un approfondissement de la crise du capitalisme d'une extrême gravité. Il y a une progression inédite des profits contre l'emploi, la formation et les salaires l'éducation nationale, les services publics, le renforcement des inégalités, sous le signe de l'affrontement avec le capital et la politique gouvernementale, aidé des forces de droite et d'extrême droite qui le servent.

Les profits du CAC40 battent les records : 80 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre ! (pour ne citer que les derniers chiffres). Pour eux le fric coule à flot. Depuis 2022, la hausse des profits est responsable de 45 % de l'inflation des prix et ses conséquences pour des millions de salariés !

Acculé le pouvoir développe deux sortes de réponses autoritaires : Les atteintes aux libertés en particulier contre la CGT : 1000 militants sont menacés de brimades, de sanctions, de licenciement, de garde à vue, trainés devant les tribunaux. Pouvoir et patronat espèrent ainsi étouffer la contestation sociale qui grandit. L'autre réponse autoritaire c'est la mise en place des textes de lois restrictives et répressives des libertés : un pont d'or pour des participations au pouvoir des forces fascistes.

La militarisation des relations internationales est marquée par la guerre en Ukraine et au risque de son prolongement, seuls les « marchands de canons » de l'OTAN en tireront profits. Aussi l'hégémonie des USA et du dollar, sont contestée par de plus en plus de pays. C'est



Yves Pellegrino
Président
de l'IHS CGT Var

dans ce contexte avec l'aggravation du réchauffement climatique et de ses conséquences sur la vie quotidienne des populations concernées qu'il nous faut apprécier cette rentrée.

L'expérience des travailleurs depuis le début de l'ère industrielle, l'histoire sociale nous ont appris qu'il n'y a pas de conciliation entre le capital et le travail

Les organisations syndicales qui ont conduit ensemble la mobilisation contre la réforme des retraites si elle n'a pas été à son terme a généré de nombreuses luttes et victoires pour des augmentations de salaire, défense

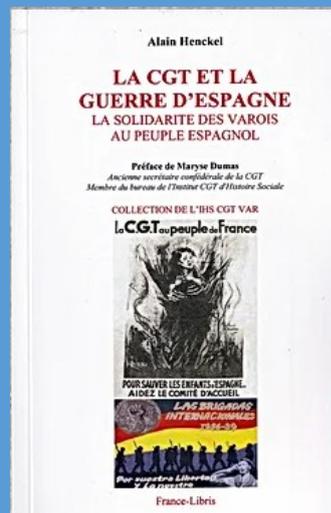
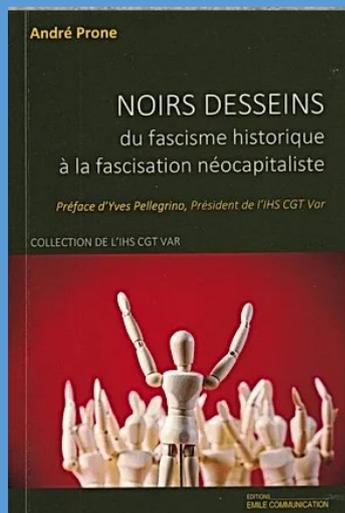
d'emplois.

Dans les mobilisations sur les augmentations de salaire, la vie au travail, la CGT a décidé de mener une campagne sur la protection tout au long de la vie, dans laquelle elle s'appuiera sur sa revendication structurante d'un nouveau statut du travail salarié, porté par une Sécurité sociale professionnelle.

Plus que jamais la mémoire ouvrière par sa participation à la lutte de classe peut éclairer à des enjeux de progrès. Notre institut s'inscrit dans cet objectif

Le 30 novembre à la bourse du travail une conférence aura lieu sur La crise du capitalisme et le fascisme d'hier et aujourd'hui et comment la CGT dans la période 36/39 à participé à la solidarité internationale au peuple Espagnol.

Au delà des conférences, notre IHS publie des journaux, édite des livres, constitue une bibliothèque, en promouvant des formations à l'adresse en priorité des syndiqués et leur organisations de la CGT.



11 SEPTEMBRE 1973, IL Y A 50 ANS,

LA NUIT S'ABAT SUR LE CHILI

Par Alain Henckel Vice-Président de l'IHS CGT Var

4 septembre 1970, Salvador Allende, socialiste se revendiquant du marxisme, est élu Président de la République au Chili, avec une majorité toute relative de 36,6% des voix.

Au lendemain de la victoire électorale, la bourgeoisie chilienne voit déjà Cuba à ses portes, les fuyards et les capitaux prennent le chemin de l'Argentine ! Deux mois plus tard, le 4 novembre, Allende entre en fonction. L'incroyable se produit : un gouvernement d'Unité populaire (UP) à participation communiste s'installe dans le cadre des institutions traditionnelles. Le monde entier a les yeux fixés sur cette expérience de "révolution dans la légalité".

Dès son entrée en fonction, le nouveau gouvernement s'emploie à mettre en œuvre le programme des six formations qui composent la coalition de l'UP : trois forces principales, les communistes, les socialistes et les radicaux et trois forces de moindre envergure, le Parti social-démocrate, l'Action populaire indépendante (API) et le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU). Allende a d'abord annoncé la nationalisation totale du cuivre, principale ressource du pays. Le gouvernement, pour s'assurer le contrôle du crédit, a ensuite entrepris le rachat des actions des banques privées jusqu'à leur étatisation complète, il a également commencé la nationalisation de certaines industries disposant de monopoles (charbon, acier...) , comme prévu dans son programme. Le ministère de l'agriculture a lancé un vaste plan de réforme agraire visant à exproprier les domaines de plus de 80 hectares. A côté du secteur nationalisé (banques et industries de base), le gouvernement prévoit un secteur mixte (coopération de l'Etat et du capital privé) et un secteur privé (petites entreprises industrielles et artisanales).

Enfin, en politique étrangère, le Chili rétablit des relations diplomatiques avec Cuba et reconnaît la République populaire de Chine. Allende s'affirme comme un leader des pays non alignés. Il défend le droit des pays colonisés à l'autodétermination et dénonce le système financier international.

Tout en proclamant leur volonté d'engager leur pays sur la voie du socialisme, les nouveaux dirigeants chiliens tiennent en même temps à mettre l'accent sur le caractère original de leur expérience. En avril 1971, S. Allende déclare dans une interview : " le chemin emprunté par l'UP est authentiquement chilien, adapté aux réalités du Chili. Il y a peu de pays au monde où le socialisme existe comme expression d'une démocratie organisée en partis, en gouvernement" (Le Monde Diplomatique, avril 1971). Régis Debray raconte qu'Allende avait sur son bureau une photo du Che avec cette dédicace : "A Salvador Allende, qui va au même endroit par d'autres chemins".

Le Parti communiste, sans doute le groupe le mieux structuré (3° parti communiste du monde occidental en nombre d'adhérents après l'Italie et la France) conscient des possibilités et des limites de l'expérience chilienne refuse de brûler les étapes. Volodia Teitelboim, membre du secrétariat, écrivain et sénateur déclare à la même époque et au même mensuel : "nous vivons sous un régime de transition. Nous tentons une expérience de passage au socialisme, de l'intérieur même du régime capitaliste. Si l'on peut considérer que la révolution a commencé le jour de l'élection d'Allende, elle ne se fera pas pour autant du jour au lendemain ; c'est un travail de longue haleine qui prendra des années.



Notre révolution se fait conformément à nos traditions, avec un Parlement, en sauvegardant les libertés individuelles, la liberté de la presse et les garanties démocratiques. C'est donc une révolution qui n'entend nullement se faire au prix du sacrifice de valeurs qui, pour nous, font partie intégrante de notre histoire. Nous ne voulons pas tomber dans le romantisme suicidaire, pas plus que dans l'utopie de songer que l'adversaire acceptera sans rien dire, avec un fair-play dont nous savons qu'il n'existe pas, la marche du peuple vers une société nouvelle. Il est probable qu'il s'efforcera de l'en empêcher par tous les moyens".

Chacun mesure en effet que la réussite de l'expérience de l'UP chilienne ne manquerait pas de susciter des expériences semblables dans d'autres pays du monde, notamment en Amérique latine. Chacun est conscient que plus Allende réussit, plus il est dangereux pour "l'ordre établi". Fidel Castro, le dirigeant cubain, en visite au Chili déclare au cours d'un discours le 2 décembre 1971 : "nous sommes venus à un moment extraordinaire pour assister à ce processus unique, et même insolite que connaît le Chili. Nous assistons à un processus de transformation entrepris par des révolutionnaires qui introduisent des changements par la voie pacifique..... La question qui se pose de toute évidence, du moins pour un visiteur, est de savoir si la loi historique de la résistance et de la violence des exploités s'appliquera au Chili. En effet, jamais dans l'histoire les réactionnaires, les exploités, les privilégiés d'un système social ne se sont résignés à tolérer pacifiquement un changement".

Et en effet, dès le 7 octobre 1970, Richard Helms, directeur de la CIA américaine envoie une directive "urgente" à ses agents sur place : "nous souhaitons que vous souteniez une action militaire qui aura lieu, dans la mesure du possible, dans un climat d'incertitude économique et politique". Le 6 novembre 1970, deux jours après l'investiture d'Allende, le président américain Nixon déclare devant le Conseil national de sécurité : "Notre principale préoccupation avec le Chili, c'est le fait que Salvador Allende puisse consolider son pouvoir et que le monde ait l'impression qu'il est en train de réussir... Nous ne devons pas laisser l'Amérique latine penser qu'elle peut prendre ce chemin sans en subir les conséquences". Le conseiller à la sécurité nationale de Nixon, Henry Kissinger déclare quant à lui : "je ne vois pas pourquoi nous devrions laisser un pays devenir marxiste simplement parce que sa population est irresponsable".

... LA NUIT S'ABAT SUR LE CHILI ...

Et les Etats-Unis, avec la droite et l'extrême droite chiliennes, vont, très tôt, s'employer à saper l'action du gouvernement de l'UP. La CIA, l'ambassade des Etats-Unis mais aussi de puissantes multinationales (ITT, cuivre, etc....) affectées par les nationalisations conspirent pour abattre l'expérience chilienne. Partant de l'axiome "plutôt le terrorisme d'état que le cancer marxiste" (qui n'est pas sans rappeler le "plutôt Hitler que le Front populaire" de la bourgeoisie française en 1936-38), la droite chilienne, soutenue à coups de millions de dollars par les Etats-Unis (Cf rapport du Sénat américain de 1974), va s'employer à trouver des appuis dans les milieux réactionnaires de l'armée, le mouvement d'extrême droite Patrie et Liberté va multiplier les attentats pour apeurer la population, le grand patronat et certaines professions libérales vont multiplier les actions pour bloquer l'économie du pays. Les médias dont la grande majorité appartiennent aux milieux conservateurs, deviennent les rouages essentiels de cette déstabilisation, dénonçant sans cesse les "dérives de la dictature marxiste". L'inflation explose, les ressources du pays sont mises à mal par la baisse du prix du cuivre sur les marchés internationaux et le boycott économique mis en place par les américains. Droite et patronat fomentent des troubles sociaux comme les "manifestations de casseroles" organisées dans tout le pays par la bourgeoisie, la grève des camionneurs financée par la CIA qui bloque tout le trafic routier et l'économie du pays. En 1972, le parti social démocrate-chrétien abandonne sa position de "neutralité" pour s'engager dans l'opposition frontale.

Le mouvement ouvrier résiste, multipliant à chaque tentative de grève du patronat des formes d'auto-organisation et de pouvoir populaire. La gauche est de plus en plus divisée, alors que le gouvernement s'évertue à croire qu'il sera possible d'éviter l'affrontement.

"Le 9 août 1973, croyant encore en la possibilité d'une issue institutionnelle, Allende incorpore à nouveau des militaires au gouvernement, après avoir fait de nombreuses concessions à la démocratie chrétienne pour trouver un terrain d'entente. Le 22 août, la Chambre des députés se prononce pour déclarer le gouvernement inconstitutionnel. Le général en chef des armées, Carlos Prats Gonzalez, sous pression, démissionne. Allende nomme alors Pinochet, qu'il pense légaliste, pour le remplacer. Opportuniste et convaincu par le général d'aviation Leigh, celui-ci décidera seulement le 8 septembre de rejoindre la conspiration" (Cf "Découvrir la révolution chilienne", Franck Gaudichaud, Les Editions Sociales, 2023).

Le 11 septembre, avec l'appui des Etats-Unis, mais aussi de la dictature brésilienne (révélé par des archives en mars 2023), toutes les branches de l'armée se soulèvent. Après le coup d'état fasciste du 27 juin 1973 en Uruguay qui a transformé le pays en une immense prison, le Chili sombre dans "le terrorisme d'Etat".

Les forces armées assiègent et bombardent le palais présidentiel "La Moneda" dans lequel se trouvent Allende et quelques dizaines de proches. Dans son ultime intervention radiodiffusée, avant de se suicider, Allende déclare : *"Camarades qui m'écoutez : la situation est critique, nous sommes face à un coup d'état auquel participe la majorité des forces armées..... Face à ces événements, je déclare aux travailleurs que je ne renoncerai pas ! Confronté à ce tournant historique, je paierai de ma vie ma loyauté au peuple. J'ai la certitude que la semence qui a été déposée dans la conscience de milliers de chiliens ne pourra pas être arrachée. Ils ont la force, ils pourront nous soumettre, mais les mouvements sociaux ne se maîtrisent ni par le crime, ni par la force. L'histoire nous appartient, ce sont les peuples qui la font....."*

Il termine ainsi son intervention : *"Ce sont mes dernières paroles et j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain, j'ai la certitude qu'il sera pour le moins une leçon morale qui frappera la félonie, la lâcheté et la trahison"*.

Ainsi débute l'une des dictatures les plus violentes d'Amérique latine qui fauche l'espoir de "la Révolution dans la légalité". La même année, Henry Kissinger reçoit le prix Nobel de la paix !!!

Dès les premiers jours du coup d'état, la violence fasciste se déchaîne. Les militants, avérés ou soupçonnés, de la gauche chilienne, des syndicats, sont arrêtés, torturés, exécutés, notamment au stade "Chili" de Santiago transformé en immense camp de concentration et de torture. Parmi eux, Victor Jara, poète et chanteur, qui sera exécuté après qu'on lui ait tranché les doigts à la hache "pour qu'il ne puisse plus jouer de la guitare". Son nom sera plus tard donné à ce même stade. Pablo Neruda, l'immense poète communiste, prix Nobel de littérature en 1971, ambassadeur de l'UP en France de 1970 à 1972 (en 1936, il était déjà consul du gouvernement du Front Populaire chilien en France et contribua à sauver des milliers de républicains espagnols en les aidant à fuir en Amérique latine) est assassiné par la junte quelques jours après le coup d'état.

Pendant 17 années, alors que des milliers de chiliens auront réussi à trouver le chemin de l'exil, les militaires et la police politique torturent des dizaines de milliers de personnes, assassinent plus de 3200 individus dont plus d'un millier sont encore aujourd'hui disparus, leurs corps n'ayant jamais été retrouvés.

Dans le monde entier, dès le 11 septembre, d'immenses manifestations sont organisées en solidarité au peuple chilien, condamnant le coup d'état. En France, le 12 septembre 1900 000 personnes défilent à Paris, des dizaines de milliers d'autres dans tout le pays. Le 17 septembre, un arrêt de travail d'une heure est organisé à l'appel de la CGT, la CFDT et la FEN. Dans le Var, des milliers de personnes manifestent, notamment à Toulon. La solidarité au peuple chilien ne cessera pas de se développer, sous différentes formes, durant des années. Pompidou et le gouvernement Messmer refusent de condamner le coup d'état (l'expérience de l'UP chilienne les renvoyant sans doute à l'accord signé en France par les partis de gauche autour du programme commun). Rendons hommage à l'ambassadeur de France à Santiago, Pierre de Menthon qui, après avoir participé aux obsèques de son ami Pablo Neruda, refusera de suivre les consignes du gouvernement français et ouvrira les portes de son ambassade et de sa propre maison



... LA NUIT S'ABAT SUR LE CHILI ...

pour accueillir six cents militants communistes, socialistes ou chrétiens, qui échapperont ainsi aux arrestations, aux tortures et à la mort. Il les protégera plusieurs mois, négociant au fur et à mesure leur sortie du pays avec la junte (Cf doc. France5 dimanche 17/09/23).

Mais dans les années 80, la dictature s'essouffle, malgré l'aide massive des Etats-Unis et des dictatures sud-américaines. Jusqu'en 1985, l'ambassadeur des Etats-Unis est considéré comme "le cinquième homme" de la junte, mais Washington mène alors des attaques contre les sandinistes au Nicaragua et contre le général Noriega au Panama. Cette politique en Amérique centrale, menée au nom de la démocratie, ne peut être crédible que si distance est prise avec le symbole de la dictature que représente Pinochet.



Un nouvel ambassadeur a alors pour mission de "favoriser le changement démocratique". En 1987, le Congrès américain va jusqu'à accorder une aide de 2,2 millions de dollars à l'opposition démocratique (à noter que le puissant parti communiste est toujours interdit). Le 5 octobre 1988, un plébiscite est organisé, les chiliens devant alors se prononcer pour dire s'ils souhaitent ou non que Pinochet reste au pouvoir jusqu'en 1997. Le "non" l'emporte, Pinochet reste à la tête de l'Etat jusqu'au 11 mars 1990. Lors de la présidentielle du 14 décembre 1989, son candidat a été battu par le candidat de la coalition des démocrates chrétiens et des socialistes. Il reste commandant en chef de l'armée chilienne jusqu'en 1998, avant de devenir sénateur. Suite à une plainte internationale déposée par un juge espagnol, il est arrêté le 10 octobre 1998 à Londres où Margaret Thatcher avait accueilli "son ami Augusto". Libéré pour raison de santé en mars 2000, il peut alors retourner au Chili où il meurt le 10 décembre 2006 sans jamais avoir été jugé.

Aux dernières élections présidentielles chiliennes, en 2021, un large front, soutenu par le parti communiste, a permis l'élection de Gabriel Boric (Front large) avec 56% des voix. Mais au premier tour, José Antonio Kast, candidat fasciste, est arrivé en tête avec une avance conséquente sur les partis traditionnels. Kast est un admirateur inconditionnel de Pinochet, fils d'un lieutenant nazi ayant fui l'Europe à la fin de la seconde guerre mondiale. Catholique fondamentaliste, il a, comme toute sa famille, soutenu la dictature (un de ses frères en a même été ministre). Décidemment, oui, le ventre est encore fécond..... (Cf édito du précédent LMV)

ANGELA DAVIS : ILS ONT OSE.....

Par Alain Henckel

En 2017, un nouveau lycée est ouvert à Saint-Denis (93). Un vote est organisé parmi les enseignants, les élèves et leurs parents pour lui donner un nom. Valérie Pécresse, présidente LR de la Région Île de France propose de l'appeler Simone Veil, celle-ci venant de décéder. Sa proposition est intégrée à une liste de noms, uniquement des femmes. Parmi tous les noms, c'est celui d'Angela Davis qui recueille le plus de suffrages.

Dans "Luttes et Mémoire du Var" N°33 (juin 2022), nous avons consacré un article (auquel je vous renvoie) à la vie d'Angela Davis et la bataille menée dans le monde et en France pour obtenir sa libération en 1972 (Voir LMV33-juin2022-sur le site de l'IHS).

Depuis 2017, aucune plaque portant le nom d'Angela Davis n'a été apposée sur le lycée, la majorité LR de la Région cherchant à modifier le choix du vote. Dans sa course à l'échalote avec l'extrême droite, la majorité LR fait du changement de nom son cheval de bataille. Le 29 mars 2023, la commission permanente du Conseil, à partir d'un amendement des élus LR, décide de suspendre temporairement le nom du lycée qui pourrait être remplacé par celui de Rosa Parks.

En juillet 2023, la décision est prise de débaptiser le lycée pour lui donner le nom de Rosa Parks !! Valérie Pécresse justifie son vote par cette déclaration : "Personnellement, vous l'avez compris, je préfère la révolution civique de Martin Luther King à la lutte armée violente des Blacks Panthers".

Ainsi, il y aurait les "bons" activistes noirs, les modérés, respectables, et les violents, les extrémistes, à rejeter. Pécresse et sa majorité ignorent sans doute que Rosa Parks était une militante proche des mouvements communistes, bien loin de l'image "d'une dame bien sage assise dans le bus". Sébastien Thème qui a produit une série documentaire durant une semaine sur France Culture intitulée "Qui a peur d'Angela Davis ?" dit "Considérer qu'Angela Davis était violente est faux et raciste.... C'est une manière de dire : cette noire ne me plaît pas, j'en choisis une autre, moins énervée...".

Pour la présidente de la Région, Angela Davis est notamment coupable d'avoir pris position sur la politique de la France sur la laïcité et d'avoir condamné le racisme systémique qui s'est développé dans notre pays. La décision de débaptiser le lycée Angela Davis, icône toujours vivante du combat contre le racisme et pour les droits civiques, a été prise quelques jours après la mort du jeune adolescent de 17 ans, Nahel Merzouk, tué à bout portant par une balle tirée par un policier et alors que notre pays connaissait de violentes émeutes !! Tout un symbole !!

Sébastien Thème dit encore : "Travailler sur Angela Davis m'a aidé à comprendre ce que c'est qu'être noir dans une société blanche". Mais cette question ne doit même pas effleurer les pensées de l'ex-candidate à la présidence de la république.

CRISES ET FASCISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI : Exemple de la guerre d'Espagne et de la fascisation en cours

**LE JEUDI 30 NOVEMBRE 2023 A 17 H aura lieu une conférence débat
d'une actualité brûlante**

Par André Prone
Membre du bureau de l'IHS CGT Var

Fidèle à sa tradition de passeur de mémoire ouvrière et syndicale l'IHS CGT VAR met à disposition des militants, des salariés et des citoyens un certain nombre de petits opus pas chers à la portée de tous. Ces livres alimentent non seulement la mémoire commune, la formation syndicale, mais servent aussi de support à des conférences thématiques riches d'enseignement pour le mouvement syndical et même bien au-delà.

Deux nouveaux ouvrages autour des questions du fascisme et de la fascisation sont sortis en avril 2023 :

LA CGT ET LA GUERRE D'ESPAGNE et NOIRS DESSEINS
Ces deux livres contribuent à une meilleure compréhension de ce terrible processus qu'est le fascisme ou les fascismes au cours de l'histoire d'hier et malheureusement encore de celle d'aujourd'hui.

Sans doute n'avons-nous pas encore pris la mesure des conséquences désastreuses qu'un tel processus, en lien direct avec les crises économiques, politiques, sociales et environnementales, peut engendrer pour le mouvement syndical (et a fortiori pour le mouvement syndical de classe). Ne perdons jamais de vue que parmi les objectifs du fascisme et de la fascisation en cours, figure la suppression des associations syndicales des travailleurs et l'atteinte générale aux droits sociaux. *Pour ne prendre qu'un exemple, dès ses débuts, le régime vichyste a supprimé la liberté de la presse et le droit de grève, interdit les*

les partis et les syndicats.

Pour Pétain, le pays ne pouvait se relever que s'il était uni et les fonctionnaires devaient prêter serment à l'Etat.

Nous verrons au cours de cette conférence combien importe la mobilisation et la solidarité ouvrière pour tenter de faire échec et ces funestes projets, mais aussi combien est important que l'ensemble des travailleurs et des travailleuses ait une connaissance juste et concrète de ce qui se trame contre eux pour pouvoir se défendre collectivement et faire face à l'ennemi fasciste de classe. D'autant plus que les moyens de propagande et de communication entre les mains des grands groupes capitalistes sont de puissants vecteurs de cette gangrène fascisante raciste et xénophobe en cours.

L'histoire nous montre que si rien n'est acquis d'avance, plus les salariés et le mouvement syndical appréhendent la réalité concrète de ce vaste processus néfaste qui peut gangréner la société et le monde du travail, plus ils sont à même de mener un combat efficace et, pourquoi pas, mettre un terme à ce sordide fléau.

Voilà quelques raisons, parmi d'autres, de faire largement connaître dans tout le mouvement syndical CGT varois et au-delà cette conférence et d'y participer et faire participer le plus largement possible.



**SYNDICATS ET MILITANTS,
SALARIES ET JEUNES SALARIES
VENEZ TRES NOMBREUX DEBATTRE AVEC NOUS
DE CES TERRIBLES CRISES ET HISTOIRES DES
FASCISMES
ET DE CETTE FASCISATION EN COURS
QUI IMPACTENT LE MONDE DU TRAVAIL,
LES SYNDICATS ET LES CITOYENS
AVEC L'IHS CGT DU VAR SACHONS CONJUGUER
PASSE, PRESENT ET FUTUR
POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE
ECLAIRE ET COMBATIF**

LES VIDEOS DE L'IHS

Il est possible de consulter les vidéos réalisées par l'IHS CGT national sur le site <https://www.ihs.cgt.fr/>

LA CGT À L'AÉROPORT DE ROISSY, PAR GUILLAUME TROUSSET	HISTOIRE DE LA CGTU CHEZ LES CHEMINOTS, PAR PIERRE DELANOUE	A LA CONQUÊTE DU TEMPS LIBRE	ARCHIVER, UN ACTE MILITANT >>	SORTIR DE CRISE. DOCKERS DE MARSEILLE ET MÉTALLOS DE PEUGEOT-CITROËN	SORTIR DE CRISE. LA SCISSION DE 1947-1948
HISTOIRE DE LA CGTU. L'EXEMPLE DU BÂTIMENT, PAR STÉPHANE SIROT	LE MODÈLE SYNDICAL ALLEMAND, PAR JEAN-NUMA DUCANGE	IL Y A 120 ANS. LE CONGRÈS CGT DE MONTPELLIER	LE 10 FÉVRIER 2022, JOURNÉE D'ÉTUDE SUR L'EXTRÊME DROITE. L'INTERVIEW DE GILBERT GARREL	CAFÉ HISTORIQUE AUTOUR DU LIVRE « SUR LES ROUTES QUE J'AI PARCOURUES »>>	HISTOIRE DE LA CGTU. LA FÉDÉRATION UNITAIRE DES PORTS ET DOCKS, AVEC MICHEL PIGENET

COLLECTION DES LIVRES DE L'IHS CGT VAR (En vente sur demande et auprès des militants de l'institut)

<p>André Prone HISTOIRE ET DÉFENSE DES CONQUÉS SOCIAUX Préface d'Alain Serre Président de l'IHS CGT VAR PUBLICATION DE L'IHS CGT VAR France-Libris</p> <p>3€</p>	<p>André Prone LA MARCHANDISATION DE LA SANTÉ ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS Préface d'Alain Serre Président de l'IHS CGT VAR COLLECTION DE L'IHS CGT VAR France-Libris</p> <p>3€</p>	<p>Alain Serre LA CGT FACE À LA GUERRE D'INDOCHINE ET DU VIETNAM (1945-1954 et 1960-1973) Préface d'André Prone COLLECTION DE L'IHS CGT VAR France-Libris</p> <p>4€</p>	<p>André Prone CRISES DU CAPITALISME MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL Préface et Contribution d'Alain Serre Président de l'IHS CGT VAR COLLECTION IHS CGT VAR France-Libris</p> <p>4€</p>
---	---	--	--

Luttes et Mémoire du Var

Bulletin d'abonnement et d'adhésion individuelle

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Au choix : (merci de cocher une case)

- Abonnement annuel 4 numéros	8 Euros	<input type="checkbox"/>
- Abonnement annuel 4 numéros et adhésion	20 Euros	<input type="checkbox"/>
- Adhésion seule	12 Euros	<input type="checkbox"/>

IHS CGT VAR

Bourse du travail - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon
Tel : 04.94.18.94.50

à retourner à :